

## Le Canada et le G20 : Changements climatiques et transitions énergétiques

Le Canada est un chef de file international en matière de lutte contre les changements climatiques, et il suscite l'élan vers un avenir propre et faible en carbone qui offre des possibilités économiques.

Au niveau national, le Canada met en œuvre un plan pour protéger l'environnement tout en faisant croître l'économie. Ce plan fonctionne: nos émissions sont en baisse et notre économie a ajouté 500 000 nouveaux emplois à temps plein. Ce plan comprend une tarification de la pollution, qui encourage les Canadiens et les entreprises à innover, à investir dans des technologies propres et à tirer avantage des possibilités de croissance à long terme. Une transition vers des sources d'électricité propre fait également partie de ce plan; d'ici 2030, 90 % de l'électricité canadienne sera produite à partir de sources non émettrices de gaz à effet de serre. Cela comprend l'élimination progressive de la production d'électricité au charbon d'ici 2030, ce qui permettra d'éliminer 16 millions de tonnes de carbone polluant, soit environ l'équivalent des émissions de 4 millions d'automobiles dans une année. Le Canada a également investi plus de 9 milliards de dollars dans le transport en commun à travers le pays.

À l'échelle internationale, faire progresser l'action climatique dans le cadre du G20 est une priorité pour le Canada, car il reconnaît le rôle positif que le G20 peut jouer dans la promotion d'environnements solides et propices à l'accélération de l'action à l'échelle nationale et internationale.

Le Canada et l'Argentine ont coprésidé le Groupe de travail sur la durabilité climatique en 2018. Pendant l'année, le Canada s'est attaqué à un certain nombre de priorités climatiques stratégiques, notamment :

- promouvoir l'adaptation aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes, en mettant l'accent sur les infrastructures, l'éducation, le renforcement des capacités et la création d'emplois;
- développer des méthodes à faibles émissions de gaz à effet de serre à long terme;
- mettre en conformité le financement de la lutte contre les changements climatiques avec les contributions des pays en développement déterminées au niveau national.

Le groupe de travail a mis la dernière main à deux résultats clés en 2018 — l'expérience des pays du G20 en matière de climat et d'énergie, et le programme de travail sur l'adaptation — qui mettent tous deux en évidence les expériences et l'apport du Canada.

Cette année, le Sommet du G20 a lieu immédiatement avant la 24<sup>e</sup> édition de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24), qui se tiendra en Pologne du 2 au 14 décembre. Le Sommet fournit au Canada une belle occasion de préconiser une approche très ambitieuse des enjeux liés aux changements climatiques et de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, tout en appuyant les efforts collectifs pour réaliser des transitions énergétiques. Un environnement propre et une économie forte vont de pair.

### Le Canada et l'action pour le climat

Alors que le monde se prépare à se réunir à Katowice, en Pologne, pour la COP24, le Canada est déterminé à finaliser les règles qui permettront de concrétiser l'Accord de Paris. Pour mettre en œuvre ces engagements, le Canada a élaboré le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, qui contribue à la croissance de l'économie tout en réduisant les émissions et en renforçant la résilience face aux changements



climatiques. Le Canada prend également des mesures pour appuyer l'adaptation aux changements climatiques. Ces mesures comprennent l'amélioration de l'accès à la science et à l'information climatiques à l'appui de la prise de décisions, l'investissement dans des infrastructures bâties et naturelles qui accroîtront la résilience des collectivités face au climat et l'appui à une meilleure compréhension des risques pour la santé liée au climat, comme la chaleur extrême et les maladies infectieuses, et aux mesures à prendre pour y remédier.

Le Canada a placé l'action climatique au cœur de sa présidence du G7 et continue d'être un chef de file dans la promotion de l'action mondiale visant à renforcer la résilience des côtes et des collectivités vulnérables, et à protéger et à promouvoir la santé de nos océans. Le financement international du Canada pour la lutte contre les changements climatiques appuie des programmes et des initiatives axées sur la gestion des risques, l'adaptation et le renforcement de la résilience aux effets des changements climatiques, le déploiement de technologies énergétiques propres et la gestion durable des ressources naturelles.

Le Canada appuie également les pays en développement dans leur transition vers des économies à faibles émissions de carbone et résilientes aux changements climatiques. Cet appui comprend l'exécution de programmes et d'initiatives d'une valeur de 2,65 milliards de dollars d'ici 2020 pour aider les pays en développement du monde entier à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, à s'adapter aux effets des changements climatiques et à participer activement à une économie mondiale propre.

Le Canada contribue activement aux efforts mondiaux visant à mobiliser l'investissement privé destiné à des initiatives efficaces d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci. Par exemple, le Canada a fourni 200 millions de dollars à la Banque asiatique de développement pour le Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie, qui mobilisera des investissements privés dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique.

Le Canada reconnaît également que les femmes sont touchées de façon disproportionnée par les effets des changements climatiques. En mai 2018, pendant notre présidence du G7, nous avons accueilli le Sommet du leadership sur les changements climatiques : Les femmes en action pour le climat, qui fait la promotion des solutions pour lutter contre les changements climatiques tout en contribuant au renforcement du pouvoir des femmes.

## **Fixer un prix à la pollution causée par le carbone**

Le gouvernement du Canada met en œuvre un plan pour protéger l'environnement tout en faisant croître l'économie. Ce plan fonctionne : nos émissions sont en baisse et notre économie a ajouté 500 000 nouveaux emplois à temps plein. Les Canadiens savent que la pollution a un prix. Ils savent également que la pollution causée par le carbone ne connaît pas de frontières. Que nous soyons jeunes ou âgés, riches ou pauvres, citadins ou ruraux, résidents du Nord ou du Sud, cette réalité nous concerne tous. Si nous mettons en œuvre des solutions pratiques dès aujourd'hui, tous les Canadiens bénéficieront de nouvelles opportunités économiques et d'un avenir plus sûr et plus prospère.

Selon la Banque mondiale, 70 administrations dans le monde, qui représentent environ la moitié de l'économie mondiale, mettent un prix sur la pollution par le carbone. L'investissement dans l'économie propre présente d'immenses opportunités économiques. Selon la Commission mondiale sur l'économie et le climat, l'économie propre devrait atteindre 26 mille milliards de dollars et créer 65 millions d'emplois dans le monde d'ici 2030.

## **Investir pour que 90 % de l'électricité canadienne provienne de sources d'énergie propres**

En bâtissant un réseau électrique intelligent, intégré et propre, nous disposerons d'une électricité fiable et abordable qui répondra à nos besoins. L'élimination progressive de la production d'électricité au charbon se

traduira par un air plus pur et favorisera les emplois de classe moyenne. Le climat en bénéficiera, et les Canadiens seront en meilleure santé. De nombreuses provinces produisent déjà une partie considérable de leur électricité à partir de sources non polluantes, dont l'énergie hydroélectrique, l'énergie éolienne et l'énergie solaire. De plus, elles exportent de l'électricité propre aux régions voisines. Cependant, nous pouvons en faire davantage. Nous visons à produire 90 % de l'électricité canadienne à partir de sources non émettrices de gaz à effet de serre (GES), d'ici 2030. Le Cadre pancanadien contribuera à assurer la transition vers un avenir fondé sur l'électricité propre en augmentant la quantité d'électricité produite à partir de sources renouvelables et non émettrices; en fournissant de l'électricité propre aux régions qui en ont besoin; en modernisant les systèmes d'électricité; et en réduisant la dépendance au diesel dans les communautés éloignées et du Nord.

## **Abandonner progressivement la production d'électricité à partir du charbon**

En février 2018, le gouvernement du Canada a publié des modifications proposées à la réglementation du Canada visant le secteur de l'électricité thermique au charbon, dans le but d'accélérer l'élimination progressive du charbon d'ici 2030. Le Canada pourra ainsi mieux atteindre son objectif d'obtenir 90 % de son électricité à partir de sources non émettrices d'ici 2030.

## **Appuyer les transitions énergétiques au G20**

La demande en énergie et technologies propres augmente de façon exponentielle partout dans le monde. L'énergie solaire ou éolienne, les biocombustibles, les dispositifs d'économie d'énergie, les véhicules électriques et les réseaux intelligents ont suscité une nouvelle vague de croissance économique et de débouchés à l'échelle mondiale. La transformation de notre façon de produire de l'énergie et de l'utiliser présente des débouchés économiques pour le Canada et se traduira par des investissements, de bons emplois pour les Canadiens de la classe moyenne et une planète plus propre pour les générations futures.

Le programme sur le climat du G20 de l'Argentine était axé sur les transitions énergétiques et a mené à la tenue d'une réunion ministérielle sur les transitions énergétiques (RMTÉ) du G20, qui fut productive, et qui a eu lieu à Bariloche le 15 juin 2018. L'Argentine a invité le Canada à coprésider la RMTÉ avec le Brésil. Le Canada a joué un rôle important dans l'atteinte d'un consensus sur l'établissement d'un lien entre les discussions sur l'énergie et la nécessité d'une action climatique. En marge de la RMTÉ, le Canada et l'Argentine ont annoncé qu'ils s'engagent à mener un processus conjoint d'examen par des pairs d'élimination progressive des subventions inefficaces aux combustibles fossiles d'ici 2025.

Le Programme de transition énergétique de l'Argentine constitue également un complément des résultats de la réunion des ministres de l'Énergie du G7 qui a eu lieu au Canada le 21 septembre 2018 et qui portait sur le thème « Bâtir les systèmes énergétiques de l'avenir ». Le programme du Canada portait principalement sur les systèmes énergétiques abordables, sûrs, résilients, durables et inclusifs. De plus, les pays du G7 se sont engagés à se joindre à la campagne Parité d'ici 2030, qui vise à appuyer la participation des femmes au secteur de l'énergie, y compris l'industrie des technologies propres, et à promouvoir les modèles féminins dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM). Les membres du G7 se sont également engagés à collaborer dans des initiatives visant à améliorer la cybersécurité, à moderniser les réseaux électriques et à appuyer les systèmes énergétiques plus propres et plus résilients, en particulier pour les petits États insulaires en développement.

## **Transport**

Dans le secteur des transports, le gouvernement du Canada agit pour encourager une meilleure efficacité énergétique et la réduction des émissions, que ce soit en imposant des normes de plus en plus exigeantes pour les véhicules légers et lourds, ou en prenant des mesures pour améliorer l'efficacité et le changement de carburant pour les secteurs ferroviaire, aérien, maritime et hors-route. Les gouvernements fédéral, provinciaux

et territoriaux collaborent pour développer une stratégie nationale relative aux véhicules zéro émission sur la route. Cette stratégie sera appuyée par le déploiement d'une infrastructure pour la recharge des véhicules électriques.

Le Canada effectue également des investissements importants sans précédent pour soutenir le transport en commun, en investissant 20,1 milliards de dollars afin d'améliorer les infrastructures pour le transport collectif, et pour soutenir des projets de transport actif qui s'intègrent aux réseaux de transport en commun. Ces investissements contribueront à soutenir la transition de modes de transport plus polluants, vers des modes de transport émettant moins de gaz à effet de serre.

Le gouvernement du Canada investit plus de 2,3 milliards de dollars dans les technologies propres. Nos objectifs sont simples : s'assurer que les entreprises canadiennes sont parmi les chefs de file sur les marchés nord-américains et internationaux de l'énergie propre, stimuler l'innovation, et créer des emplois ainsi qu'une croissance propre.

## Le Canada et les transitions énergétiques

La stratégie de transition énergétique du Canada, enchâssée dans son Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, appuie les investissements continus dans le secteur énergétique actuel et l'utilisation des recettes pour financer les technologies propres. Les mesures de transition énergétique qui réduisent au minimum les répercussions sur les travailleurs et les collectivités, y compris les femmes et les jeunes, doivent aller de pair avec l'action climatique — par exemple, en favorisant l'équité salariale, les postes de leadership et les possibilités pour les femmes, ou en offrant aux jeunes de la formation professionnelle et appropriée, et en créant des emplois.

Le Canada est résolu à opérer une transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Plus de 80 % de la production d'électricité au Canada provient de l'énergie propre, ce qui porte le Canada au premier rang des membres du G7 et au deuxième rang des membres du G20 quant à la proportion de l'électricité générée à partir de sources d'énergie renouvelable. Le plus récent indice d'innovation de Global Cleantech, qui examine dans quels pays des entreprises prospères du secteur des technologies propres sont le plus susceptibles d'émerger d'ici dix ans, a placé le Canada au premier rang des pays du G20 en matière d'innovation.

Le dialogue national sur l'énergie au Canada, connu sous le nom de Génération Énergie, a montré que les Canadiens reconnaissent que le Canada doit jouer un rôle de premier plan dans le mouvement mondial de réduction des émissions de carbone. Dans son rapport intitulé « La transition énergétique du Canada » et publié en juin 2018, le Conseil Génération Énergie énonçait quatre grands axes pour la transition — gaspiller moins d'énergie, passer à une énergie propre, utiliser davantage de combustibles renouvelables et produire du pétrole et du gaz plus propres —, en phase avec l'action internationale du Canada en faveur de la transition énergétique.

Au cours de l'automne 2017, le Canada a cofondé l'Alliance : Énergiser au-delà du charbon, un mécanisme qui aide à accélérer la croissance propre et la protection du climat grâce à l'élimination progressive mais rapide de la production d'électricité à partir de centrales au charbon traditionnelles. Plus de 60 organisations et gouvernements nationaux et infranationaux y ont adhéré, dont trois membres du G20 (le Canada, la France et le Royaume-Uni).

C'est avec fierté que le Canada sera l'hôte de la 10<sup>e</sup> réunion ministérielle sur l'énergie propre (CEM10) et de la 4<sup>e</sup> réunion ministérielle de Mission Innovation (MI4), qui se tiendront en mai 2019, à Vancouver, sur le thème « Travailler ensemble vers un avenir énergétique propre ». Ces deux rencontres renforcent la collaboration entre les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé afin de favoriser l'accès à une énergie abordable, fiable, sûre et durable. Elles contribuent aussi à l'adoption des principales technologies

énergétiques propres et d'infrastructures habilitantes, comme des réseaux de distribution électrique flexibles, des réseaux intelligents et des véhicules électriques, en plus de promouvoir le captage, l'utilisation et le stockage du carbone.

## **Protéger davantage notre nature**

Les Canadiens adorent la nature et la grande variété d'espèces sauvages qui en dépendent. Voilà pourquoi le gouvernement du Canada s'est engagé à doubler la superficie de nature protégée sur terre et en mer. Dans le cadre de l'initiative Patrimoine naturel du budget de 2018, le gouvernement du Canada a investi 500 millions de dollars dans le nouveau Fonds de la nature du Canada, afin de soutenir la protection et la conservation des écosystèmes, des paysages et de la biodiversité du Canada, y compris les espèces en péril. Les contributions versées par le Fonds de la nature du Canada seront doublées par des fonds de contrepartie versés par les partenaires, ce qui permettra d'obtenir un montant total de 1 milliard de dollars pour soutenir les mesures de conservation. De plus, ces contributions aideront le Canada à atteindre son objectif de 2020 visant à protéger 17 % des terres et des eaux intérieures du Canada, à assurer la protection et le rétablissement des espèces en péril et à améliorer la biodiversité pour le bien de tous.